

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22^{ème} année - N° 4113 - Mardi 26 Avril 2022 - Prix : 200 Fc

LUTTE CONTRE LE PALUDISME:

Pour des Comores émergentes sans paludisme



INTEMPÉRIES ANJOUAN

**Près de 3000 citoyens
dans le noir à Nyoumakele**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 26 au 30 Avril 2022**

Lever du soleil:

06h 13mn

Coucher du soleil:

17h 57mn

Fadjr : 05h 01mn

Dhouhr : 12h 09mn

Ansr : 15h 12mn

Maghrib: 18h 00mn

Incha: 19h 14mn



INTEMPÉRIES

Des dégâts matériels, aucun mort à déplorer à Mohéli

Les conditions météorologiques sont dégradées depuis le jeudi 21 avril sur l'ensemble de l'archipel. Mais à Mohéli, c'est vendredi que les pluies diluviennes ont fait le plus de dégâts. Dans le quartier Comotel à Fomboni, la rivière de Msutruni n'a rien laissé sur son passage.

Du vendredi au samedi, l'île de Mohéli comme les autres îles de l'archipel a été secouée par des pluies torrentielles qui ont fait déborder la rivière de Msutruni. Bilan : une dizaine de maisons détruites du quartier Islamique et comotel et une trentaine de sans abris car leurs habitations, bien que debout, sont inondées par la rivière qui a tout emporté vers la plage. Heureusement pas de pertes humaines. Les sinistrés ont été relogés chez les voisins. Vendredi dernier, il a commencé à pleuvoir depuis 4h du matin mais c'est vers 10 h que la situation météorologique s'est dégradée. Au CHRI de Fomboni comme au grand marché de la capitale, c'était l'inondation. Pour traverser la

route il fallait des supports.

Ces eaux diluviennes ont inondé le quartier Ntakoudja à Mbatsé au même titre que certains quartiers de la capitale de l'île tel que Salamani, le quartier Wemani. Dans ces lieux, les routes étaient obstruées par des ordures de toute sorte, des carcasses de voiture et de la boue. Ce qui a rendu les axes routiers impraticables. Il a fallu attendre l'intervention de la gendarmerie nationale pour dégager le passage.

« Nous n'avons nulle part où aller. Nos maisons ont été détruites. Certains d'entre nous n'ont pu rien ramasser. La rivière a tout emporté. C'est un vendredi noir pour nous les habitants du quartier islamique », crie un sinistré. Un autre habitant explique que « c'est la première fois que la rivière a dépassé les bornes. Même si elle a tendance à monter chaque période d'intempéries mais cette fois c'est du jamais vu car les eaux sont n'ont rien épargné dans ce quartier ».

A noter que ce n'est pas la première fois qu'une catastrophe de ce genre frappe ces quartiers aux abords



Dégats matériel à Mohéli.

de la rivière Msutruni et celle de la rivière Dewa. « Au lieu de trouver une solution contre le débordement de cette rivière, ils viendront avec des boîtes de sardines, et du riz comme si nous sommes des poulpes », lance un sinistré très en colère contre les autorités. Le manque d'espace d'habitation pousse certaines familles à cons-

truire des maisons près de ces rivières et parfois même jusqu'au lit de la rivière. Malheureusement, cela se fait au vu et au su des autorités insulaires.

Ces mauvaises conditions météorologiques dans l'archipel sont causées par la perturbation tropicale qui circule dans le Sud-Ouest des Comores, caractérisée par un ciel

nuageux accompagnée d'averses de pluie intermittentes et de rafale de vent atteignant 40km/h. Ce faible système dépressionnaire a laissé plusieurs dégâts matériels dans l'île de Mohéli.

Riwad

ADDITION D'EAU À HADONGO

Anissi Chamsidine offre une parcelle de terrain pour un captage d'eau

La semaine dernière, la société CGC a accompagné le gouverneur Anissi Chamsidine dans le futur site de captage de Hadongo dans la préfecture de Sima à Anjouan. Un projet d'adduction d'eau potable, destiné à deux villages, Hasimpao et Chitsangacheli.

Le gouverneur de l'île d'Anjouan Anissi Chamsidine a offert une parcelle de terrain pour la construction d'un site de captage d'eau. Le problème de parcelle restait le principal frein de ce projet. Cette parcelle a été offerte à une communauté de deux villages de Shissiwani à savoir,

Hasimpao et Chitsangacheli. « Le seul frein du projet était le manque de parcelle. Le geste du gouverneur Anissi est très noble et apprécié par toute une population confuse et partagée sur cette question de sacrifice pour donner un terrain dédié à la construction du captage », estime Ankili Mahamoud, enseignant, tout en montrant que la préfecture de Sima pour ne pas dire les deux villages était satisfaite.

Ce projet verra le jour bientôt. « La parcelle était l'unique frein de ce projet », avance le gouverneur Anissi. Le chef de l'exécutif de l'île indique que c'est un projet onéreux. Il appelle donc la population à réflé-

chir sur la facture d'eau puisque que l'eau potable a aussi un coût, et elle est vitale pour la santé.

« Cette décision d'offrir cette parcelle est une décision louable, surtout venant d'un grand prêcheur (Hatub), et dont la récompense de l'au-delà retiendra ses bonnes œuvres », insiste le délégué de l'île en

charge de l'éducation, Nail Jaffar.

La question du manque de parcelles dans l'île handicape pas mal d'initiatives qui pourraient beaucoup contribuer au développement du pays. « Les chinois sont des vrais amis. Ils accompagnent toujours les bons actes et les belles réalisations qui ouvrent le pays à l'international

», poursuit-il. A noter que dans la région de Shissiwani, il y a plusieurs points et jets d'eau qui se déversent dans la mer, sans le moindre projet des autorités pour valoriser cette source potable vitale.

Nabil Jaffar



Le gouverneur Aniss aux côtés des responsables de CGC.



Avis de recrutement

La Commission de l'océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale qui regroupe l'Union des Comores, la France (Réunion), Madagascar, Maurice et les Seychelles. Avec le soutien de ses partenaires, la COI donne corps à la solidarité régionale à travers des projets de coopération couvrant l'ensemble des Objectifs de développement durable.

Pour son projet de « développement des industries culturelles et créatives dans les pays membres de la COI et le Mozambique » financé par l'Agence Française de Développement, la COI recherche :

Un(e) Assistant(e) Administratif(ve) et Financier(e)

Les dossiers d'appel à candidatures peuvent être obtenus comme suit :

- Téléchargement à travers le site internet de la COI www.commissionoceanindien.org – rubrique « Opportunités »

- Au Département des ressources humaines à l'adresse électronique suivante : hr@coi-oc.org

La date limite de dépôt de candidature est fixée au **lundi 16 mai 2022 à 16h00 (heures de Maurice)**.

LUTTE CONTRE LE PALUDISME:

Pour une Union des Comores émergente sans paludisme

Pour éliminer le paludisme dans le pays, les acteurs de la santé invitent les pays amis et partenaires au développement à investir d'avantage et à travailler en symbiose pour une Union des Comores émergente sans paludisme.

C'est sous le thème « Innover pour réduire la charge du paludisme et sauver des vies » que la journée mondiale de la lutte contre le paludisme est célébrée hier lundi 25 avril dans le monde. Ce thème s'inscrit en ligne droite de l'appel de la directrice régionale de l'Oms pour l'Afrique à intensifier d'urgence l'innovation et le déploiement de nouveaux outils dans la lutte contre le paludisme, tout en plaidant pour un accès équitable à la prévention et au

traitement, dans le contexte du renforcement de la résilience des systèmes de santé.

Au cours de l'année dernière, environ 95% des 228 millions de cas estimés ont été détectés dans la Région africaine de l'Oms, pour 602 020 décès. Selon les indications, les six pays les plus rudement touchés par le paludisme dans la Région concentrent près de 55% de la morbidité et 50% de la mortalité imputable à cette maladie dans le monde entier.

Malheureusement le pays n'est pas épargné de cette maladie, rien qu'à Ngazidja, en 2020, on a enregistré plus de 4.000 cas contre 10.000 cas en 2021 soit un pourcentage de 132%. Dans son allocution, le Dr Nassur Ahamada le représentant du représentant de l'Oms a réitéré le

message de la directrice régionale de l'Oms Dre Matshidiso Moeti. Selon elle, malgré la pandémie, des succès importants ont été enregistrés l'année dernière en matière de lutte contre le paludisme. Des recommandations historiques sur l'utilisation du premier vaccin antipaludique RTSS ont été publiées par l'Oms en fin d'année dernière.

Ce vaccin sera utilisé pour prévenir le paludisme chez les enfants âgés de six mois à cinq ans et vivant dans des milieux où la transmission est modérée à forte. « S'il s'agit là d'une avancée révolutionnaire dans la mise au point de nouveaux outils capables de sauver des millions de vies dans le cadre de la lutte contre cette maladie, il convient de relever que les stocks disponibles sont limités. À ce titre, il

importe de veiller à ce que les doses disponibles soient utilisées pour un impact maximal, tout en garantissant la disponibilité continue d'autres mesures de prévention pour les personnes les plus à risque », confie-t-il.

Le paludisme reste un problème majeur de santé publique et de développement. Et des efforts doivent être fournis. « L'objectif est de réduire le nombre de personnes qui contractent le paludisme et décèdent des suites de causes liées à cette maladie... Nous devons aussi travailler sur la résistance aux médicaments et aux insecticides, et nous concentrer sur les nouvelles souches de paludisme qui apparaissent dans la Région et s'avèrent plus difficiles à détecter et à traiter », a-t-il insisté. Le bureau régional de l'Oms pour l'Afrique reste pleine-

ment engagé dans la lutte contre le paludisme. « Je reste convaincue que nous pouvons relever ce défi si nous travaillons en étroite collaboration avec les gouvernements, les partenaires et les communautés », réitère-t-il.

De son côté, le secrétaire général par intérim Hamidou Bounou a invité les pays amis et partenaires au développement à investir d'avantage pour qu'ensemble nous éliminons le paludisme pour une Union des Comores émergente sans paludisme. « Un nouvel espoir vers l'élimination du paludisme est permis et nous devons mettre en œuvre des stratégies innovantes basées sur une couverture universelle des populations par de services intégrés de lutte contre le paludisme », appelle-t-il.

Andjouza Abouheir

INTEMPÉRIES ANJOUAN

Près de 3000 citoyens dans le noir à Nyoumakele

Les fortes pluies et vents violents de la semaine dernière ont dévasté le réseau électrique des deux villages du Nyoumakele Sud. Dziani et Mramani sont les deux localités où les 8 poteaux électriques du réseau sont à terre. Le noir profond durerait près d'une semaine. SONELEC dit déployer ses efforts pour rétablir l'électricité.

Le directeur régional de SONELEC Claude Ben Ali lance un chantier de fabrication rapide de pylônes pour secourir les deux villages qui se trouvent dans le noir depuis la semaine dernière. « Comme vous voyez, nous

sommes en plein chantier pour la fabrication des pylônes. On va déterrer un poteau galvanisé de la l'ancien réseau et le remplacer par un autre. On estime si le (mauvais) temps nous permet pouvoir les planter et dès le début de la semaine tirer les câbles MT (moyenne tension) pour rétablir l'électricité », explique-t-il.

Déjà ces localités ont été dans le délestage, selon le régime de la centrale. Des pertes économiques sont enregistrées déjà, selon Soundi commentateur du média social Comores Magazine. « Des dizaines de kilos de viandes, poissons et ailes de poulet sont détériorés en ce mois sacré », dit ce jeune originaire de



Nyoumakélé.

Pour les 3000 habitants connectés à ce réseau, l'impatience est en grande, selon les multiples réactions recueillies à Nyoumakele. Économi-

quement parlant, c'est un gros manque à gagner enregistré dans les caisses de la société. « Nous perdons beaucoup, et déjà ces difficultés nous empêchent de tourner H24

dans toute l'île », souligne Halifa Ahmed Abdallah du service communication.

Il faut mentionner que d'autres poteaux dans d'autres régions à l'instar de Mutsamudu sont touchés. La société cherche à éviter que la scie et le bois, ni l'un ni l'autre n'endommage l'autre et que le courant électrique se rétablisse rapidement. Par exemple à Mutsamudu dans le quartier Magombeni, on a répertorié un poteau à terre. Les techniciens promettent de privilégier l'urgence de Nyoumakélé tout en travaillant en parallèle partout où besoin est.

Nabil Jaffar

SOCIÉTÉ CIVILE DE MOHÉLI :

La Fadesim chassée manu militari de son siège

Les autorités insulaires ont décidé de contraindre la FADESIM à mettre la clé sous la porte. Une situation préoccupante pour cette ONG qui gère aujourd'hui plusieurs associations communautaires de Mohéli avec des projets réalisés ou en cours. Dépourvue de siège, elle demande au gouvernement un local pour continuer ses activités.

Devant la presse jeudi 21 avril dernier, la Fédération des Acteurs pour le Développement Economique et Sociale de l'Île de Mohéli ont pris la population à témoin sur les incidents concernant leur local. Sans préavis ni alerte, cette dernière a été assignée de plier bagage et déguerpir. Le président de la Fadesim, Mouayad Salim parle d'une situation gênante car le bâtiment en soit abritait plusieurs associations de la société civile et ces dernières se

trouvent dans l'impasse avec leurs équipements.

« La Fadesim est dans son droit. Car ce bâtiment lui a été attribué par

acte de donation par le gouvernement de l'époque (années 90). Ce qui nous étonne, on ne nous a pas proposé un autre local pour conti-

nuer nos activités et les associations se trouvent dans une situation de sans abris. Les autorités actuelles de Mohéli ont donné le local, selon une

note signée par la secrétaire générale du gouvernorat, à la société Hury Money», souligne-t-il.

La Fadesim a exprimé son mécontentement. Triste et désemparée, la directrice de la Fadesim Anrifati Mohadji a expliqué qu'ils ont été chassés manu militari par la gendarmerie comme des malpropres. « Nous sommes des personnes responsables. On aurait voulu que tout se passe dans la discussion. Ils ont dit que la Fadesim est inactive et pourtant nous y travaillons tous les jours. Nous avons postulé dans le cadre du projet facilité emploi et comptons travailler avec une dizaine d'associations et recruter une vingtaine de jeunes si le projet est retenu. Par ailleurs, nous avons d'autres projets et nous demandons au gouvernement un local pour ces jeunes porteurs de projets », souhaite-t-il.

Andjouza Abouheir



Membres de la FADESIM devant la presse.

MEDIAS :

Le SNJC condamne l'agression du journaliste Oubeidillah

Le syndicat national des journalistes aux Comores condamne avec fermeté l'agression délibérée du journaliste Oubeidillah Mchagama à la prison de Moroni. Il invite par ailleurs le ministre de la Justice à reconnaître publiquement la gravité de cet acte et prendre les dispositions appropriées pour assurer la sûreté en milieu carcéral.

Dans un communiqué publié le 23 avril dernier, le syndicat national des journalistes aux Comores (SNJC) dénonce une agression perpétrée contre le journaliste Oubeidillah Mchagama. En effet, ce dernier s'est fait agressé samedi 23 avril dernier à 13 heures au parloir de la prison de Moroni alors qu'il rendait visite à son ami Abdallah Abdou Hassane alias Agwa. Un autre détenu connu sous le pseudonyme Américain, se trouvait à plusieurs mètres du parloir quand il a commencé à vociférer et à lancer des insanités à l'endroit d'Oubeidillah Mchagama avant de l'attaquer physiquement avec un coup de caillou sur le visage, le blessant grièvement. Ce dernier est aussitôt conduit à l'hôpital de Santé militaire pour recevoir des soins.

D'après le SNJC, le détenu s'en est pris physiquement à Oubeidillah

Mchagama le croyant à l'origine d'une publication relatant des faits concernant son statut de prisonnier. « La publication en question a pourtant été relayée et assumée, il y a quelques jours, par un autre individu en la personne de Mohamed Djaloud sur sa page Facebook », souligne-t-il avant d'ajouter que « les manques de protection des visiteurs et de surveillance des détenus à la prison témoignent de la dangerosité des lieux, donnant ainsi l'occasion aux prisonniers dangereux de commettre toutes les forfaitures. Nous déplorons également la lenteur de l'intervention des forces de sécurité ».

Face à cette violence gratuite, le SNJC condamne vigoureusement « cette agression délibérée d'un détenu contre un visiteur de la prison, victime de son statut de journaliste ». Il dénonce ces abus caractérisés contre les professionnels des médias qui risquent, à quelques jours de la Journée internationale de la presse, le 3 mai prochain, de faire perdre des points à notre pays dans le classement mondial de la liberté de la presse de Reporters Sans Frontières (RSF). « Le Bureau du SNJC se réserve le droit de poursuivre l'agresseur si une mesure de blâme n'est pas prise à son encontre par l'autorité compétente. Le syndi-



cat des journalistes appelle le ministre de la Justice à reconnaître publiquement la gravité de cette agression et à prendre les dispositions

appropriées pour assurer la sûreté dans nos maisons carcérales », conclut-il.

Andjouza Abouheir

Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmerie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Mohéli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Mohéli: 772 03 71

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Mohéli: 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18



PEACE CORPSCOMOROS
VACANCY ANNOUNCEMENT

The United States Peace Corps Comoros seeks a Medical Doctor or Nurse Practitioner to serve as a contracted Back-Up Peace Corps Medical Officer (Back-Up PCMO) based in Moroni, Comoros. The Back-Up PCMO will provide health care to U.S. Peace Corps Volunteers in Comoros and will work under the supervision of the Peace Corps PCMO in Moroni and the Peace Corps Office of Medical Services in Washington DC.

The full position submission requirements the terms of reference are available upon request by sending an email to PCComoros@peacecorps.gov. All applications should be submitted electronically and in English to PCComoros@peacecorps.gov with "PCMO-Comoros" in the subject line by **11:30 am Friday, May 20th, 2022**.



CORPS DE LA PAIX AUX COMORES
APPEL D'OFFRES

Société de gardiennage et de sécurité pour les bureaux et les résidences de Corps de la Paix aux Comores

Le Corps de la Paix Américain a l'intention d'offrir un contrat à prix ferme pour une société de sécurité et de surveillance des bureaux et des résidences de Corps de la Paix.

La société intéressée par cette offre peut obtenir les termes de références en envoyant un email à l'adresse suivante: PCComoros@peacecorps.gov avant le **20 mai 2022 à 11H 00**. Aucune soumission en retard ne sera acceptée.

Pour demander une visite des sites, veuillez contacter Mr Yasser Mchangama à ymchangama@peacecorps.gov ou au **+269 360 01 04**. Toutes les questions concernant la demande de devis peuvent être adressées à Ahmed Zaki au **269 360 01 03**.

FOOTBALL

COSAFA, les enjeux d'une élection

Le 14 mai prochain le Dr Philip Chiyangwa passera le flambeau à Arthur De Almeida président de la Fédération Angolaise de Football qui se trouve être le seul candidat après le retrait de la candidature de Danny Jordan.

Pour la troisième fois (2011, 2017, 2022), le président de la Fédération Sud Africaine de Football Danny Jordan se retire à la dernière minute pour les élections à la tête de la COSAFA. Cette fois, la raison avancée est que le Sud Africain préfère se concentrer sur sa réélection pour un troisième mandat en août prochain. Une aubaine pour Arthur De Almeida président de la FAF depuis 2020. Seul enjeu pour nous comoriens est l'élection à la vice-présidence du président de la FFC. Saïd Ali Saïd Athoumane sera en effet le seul candidat à ce poste, donc assuré d'y être le deuxième personnage de la zone 6 de la CAF. Le 14 mai à Windhoek (Namibie), les 14 membres de la COSAFA plébisciteront par acclamation l'angolais comme nouveau président de leur association.

Si Almeida se retrouve seul à solliciter les voix de ses compères,

il n'en reste pas moins ambitieux. « La COSAFA est un bloc puissant de nations sur le continent africain et nous devons trouver notre voix à l'échelle mondiale en améliorant

notre capacité à générer des revenus et à être autonome au-delà des subventions de la FIFA et de la CAF », disait-il à nos confrères de 54Foot.



Arthur De Almeida, Président de la Fédération Angolais de Football

Le programme de Almeida s'inscrit autour de 11 points, un clin d'œil aux 11 joueurs qui forment chaque équipe dans le football dont les plus majeurs sont le rapprochement des membres de la COSAFA pour augmenter le niveau organisationnel de chaque association membre, la création d'un centre d'excellence technique COSAFA, la promotion d'une bonne gouvernance et une meilleure relation avec la CAF et la promotion des participations des jeunes.

Pour mettre en place son programme ambitieux, le futur prési-

dent de la COSAFA appelle à l'Union de tous les membres pour faire bloc autour de lui pour faire passer la COSAFA un nouveau cap de son évolution. Une question existentielle pour Artur De Almeida. « Nous pouvons continuer à nous battre en tant que 14 pays individuels où nous pouvons combiner notre excellence collective et accroître nos revenus, notre expertise du football en tant que groupe unique au sein de la COSAFA. C'est l'avenir que je veux », conclut l'angolais.

AS Badraoui

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad

Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riwad
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



SOUTIEN AU SECTEUR DE LA JUSTICE AUX COMORES Projet « Mahakama Ya Wusawa » APPEL A CANDIDATURES POUR DES EXPERT/E/S NATIONAUX/LES

Le ministère de la Justice, des Affaires Islamiques et de la Fonction Publique et l'Université des Comores cherchent à identifier des expert.e.s nationaux.les pour intégrer son vivier de formateur.rice.s des professionnels de la justice, au titre du projet « Mahakama Ya Wusawa ».

Le projet Mahakama Ya Wusawa vise en particulier à assurer la formation initiale des auditeurs de justice et des élèves greffiers.

Ces expert.e.s devront être régulièrement disponibles pour participer à des sessions de formation de formateur.rice.s, concevoir des supports pédagogiques, préparer et animer des modules de formation d'une durée comprise entre 3 et 15 jours. Ils travailleront seul.e.s ou en binôme avec des formateur.rice.s internationaux.les. Les expert.e.s nationaux.les seront notamment responsables de garantir la contextualisation des modules de formation au contexte comorien.

Le présent appel à candidatures concerne le « tronc commun » qui sera dispensé à la fois à des auditeurs et auditrices de justice et à des élèves greffiers et greffières entre mai et juillet 2022.

Ville : Moroni

Format de contrat : Contrat de vacation – rémunération journalière de 60.000 francs comoriens

Date limite d'envoi des candidatures : 30/04/2022

- * Les candidatures féminines sont encouragées.
- * Les candidatures de résidents des îles d'Anjouan et Mohéli sont encouragées.

Le processus de sélection se déroulera selon les étapes ci-dessous :

- 1) Réception des candidatures : au plus tard le 30/04/2022 à 14h00 Moroni
- 2) Pré-sélection des dossiers : entre le 02 et le 06/05/2022 (date indicative)
- 3) Audition des candidat.e.s pré-sélectionné.e.s par un collège présidé par le coordonnateur pédagogique de la formation : à partir du 09/05/2022 (date indicative)
- 4) Intégration au vivier des candidat.e.s retenu.e.s : à partir du 10/05/2022 (date indicative)

Composition des dossiers de candidatures : CV + lettre de motivation

Le dossier complet d'appel à candidatures, précisant notamment les profils recherchés et critères de sélection, peut être retiré auprès du Secrétariat Général Adjoint du Ministère de la Justice – sis place de l'Indépendance à Moroni, ou sur demande à l'adresse électronique suivante : projet.myw.mj@gmail.com



Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)

Appel à candidature pour le recrutement d'un Comptable du projet PADSF



Date de l'avis : 19 Avril 2022

Présentation du projet

Un accord de financement sous forme de don et de crédit a été signé le 15 août 2020 entre le gouvernement de l'Union des Comores, représenté par le ministre des finances, et la Banque mondiale pour un montant de 7 400 000 DTS (équivalent à 10 millions USD) pour la partie don et un montant de EUR 9 200 000 (équivalent à 10 millions USD) pour la partie crédit pour le projet d'inclusion financière, le Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (PADSF).

Dans sa phase préparatoire, le Projet a bénéficié d'un fonds d'avance préparatoire (PPA) signé le 13 avril 2019 d'un montant de USD 1 000 000 prévu d'être utilisé pour le fonctionnement et l'acquisition des biens et équipement de l'Unité de Gestion du projet et de la réalisation des services de consultation préalables et de rendre opérationnel le projet et doit être mise en œuvre et décaissé jusqu'au 30 avril 2020.

Objectifs du projet

Le projet vise à accroître l'efficacité de la prestation de services financiers pour l'inclusion financière des ménages et des petites et moyennes entreprises PME ainsi que la stabilité financière dans l'Union des Comores.

Le financement des interventions de ce projet sera en synergie, convergence et complémentarité avec les interventions du Gouvernement et ses autres partenaires au développement.

Les principales composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à US\$ 20 millions sont les suivantes :

- **Composante 1 : Développement de l'infrastructure du système de paiement et inclusion financière**
- **Composante 2 : Gestion de projet et de systèmes de paiements**

Gestion de Projet P166193

La structure de gestion du projet prévoit une Unité de Gestion, dirigée par le Coordonnateur du Projet P166193, assisté par différentes entités, chargé de la mise en œuvre et de la gestion quotidienne du projet.

L'unité de gestion du projet travaille en étroite collaboration avec les entités bénéficiaires, les partenaires techniques et financiers et les autres structures et projets concourant à l'atteinte des objectifs spécifiques du projet.

Description des tâches

Sous l'autorité du RAF, le comptable est chargé de la tenue de la comptabilité, de l'édition des registres, journaux, livres et états comptables et de leur analyse. Il est aussi chargé de la gestion de la trésorerie, de la gestion des immobilisations, de la gestion des comptes bancaires du Programme, conformément au manuel administratif et financier.

Le comptable aura pour attributions de :

- Vérifier la conformité et l'exhaustivité des documents de paiement par rapport aux procédures applicables : facture par rapport au Bon de commande ou contrat/marché, rapports de mission, ... ;
- Tenir à jour et de manière régulière les documents comptables (journaux et livres comptables) et une comptabilité détaillée pour chaque catégorie de coûts, activités ;
- Remplir la fiche de codification en vue de l'imputation comptable, analytique et budgétaire des opérations réalisées par le projet ;
- Etablir régulièrement les rapprochements bancaires ;
- Etablir régulièrement la justification des comptes de tiers et faire le suivi de leur apurement ;
- Collaborer à la production des états financiers et rapports périodiques ;
- Appuyer dans la préparation des demandes de réapprovisionnement en rassemblant, chaque mois, les pièces constitutives des demandes de réapprovisionnement ;
- Rassembler et vérifier les pièces justificatives de dépenses sur une base mensuelle ainsi que les pièces constitutives des demandes de réapprovisionnement de fonds ;
- Effectuer la saisie des écritures ;
- Préparer les travaux de fin d'exercice : régularisation, analyse et ajustement

des comptes ;

- Mettre à jour les fiches ou registres des stocks et immobilisations acquis dans le cadre du projet ;
- Participer à la préparation des états financiers et des rapports rentrant dans ses compétences ;
- Préparer le paiement des factures fournisseurs selon la procédure en vigueur.
- Établir les chèques, les virements de fonds ou les mises à disposition ;
- Veiller au classement des dossiers de paiement et des documents comptables selon les dispositions du manuel de procédures ;
- Préparer les travaux de fin d'exercice : régularisation, analyse et ajustement des comptes ;
- Faire le rapprochement de l'inventaire physique des patrimoines par rapport à la comptabilité ;
- Établir les documents comptables et la situation financière mensuelle ;
- Dresser les états mensuels de rapprochement bancaire et la situation mensuelle des décaissements ;
- Établir la situation des disponibilités et rendre compte aux RAF et Coordonnateur.
- Appuyer les missions d'audit externe du Projet en fournissant les données nécessaires et en servant d'interlocuteur des auditeurs pendant les audits ;
- Assurer la sauvegarde externe régulière et périodique des données comptables.
- Réaliser toute autre tâche relevant de sa compétence à la demande du RAF et du Coordonnateur.

Profil du poste :

Le ou (la) Candidat (e) doit :

- Être titulaire au moins d'un Diplôme de licence (BAC+3), dans le domaine de la comptabilité et /ou les finances,
- Justifier au minimum de 3 années d'expériences réussies et récentes dans le domaine à un poste similaire,
- Une expérience réussie dans un projet financé par la Banque Mondiale ou autres bailleurs de fonds internationaux serait un atout ;
- Avoir de bonnes connaissances en suivi financier et gestion comptable
- Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique et des logiciels comptables de gestion de projet,
- La maîtrise du logiciel TOM PRO serait un atout.
- Avoir un esprit d'analyse et de synthèse et grande capacité de rédaction ;

Durée du contrat et renouvellement

Durée : Trois (03) mois renouvelables sous réserve de la performance jugée satisfaisante par le RAF et le Coordonnateur du projet P166193.

Le Consultant (Consultant Individuel) sera sélectionné en accord avec les procédures de la Banque Mondiale définies dans les **règlements passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement de projets d'investissement de juillet 2016**.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires ou se procurer des termes de référence à l'adresse mentionnée ci-dessous du Lundi au Vendredi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi : **de 8 heures 30 minutes à 14 heures 30 minutes** et du vendredi au samedi : **de 8 heures 30 minutes à 11 heures 30 minutes (heure locale)**.

Les manifestations d'intérêt, constituées : **i) d'une lettre de motivation, ii) d'un Curriculum Vitae détaillé faisant ressortir les qualifications et l'expérience du Candidat et iii) des copies des diplômes, attestations et/ou certificats de travail, etc.**, doivent être déposées au standard de la Banque Centrale des Comores – Place de France – Moroni – Tel : 773 10 02 - Poste 173 - Email : Anfifa.UGP@banque-comores.km, au plus tard **le Jeudi 05 Mai 2022 à 10 heures 00 min, heure locale** de Moroni – Union des Comores à l'attention de Madame la Coordonnatrice nationale et portant la mention: : « **Recrutement d'un comptable national du projet PADSF** »